ECONOMIE DE MARCHE ET LIBRE-ECHANGE SONT-ILS COMPATIBLES AVEC LA SOUVERAINETE NATIONALE ET POPULAIRE ?

INTERVENTION DE DAVID CAYLA

Pour illustrer sa démonstration sur les méfaits du libre-échange, David Cayla nous propose d'analyser ses effets sur le monde agricole.

Les économistes néolibéraux affirment que le marché des produits agricoles est un marché en situation de parfaite concurrence, car les produits commercialisés sont homogènes et les technologies agricoles sont très accessibles.

En réalité, le marché agricole est dysfonctionnel, les faillites sont nombreuses, les agriculteurs travaillent souvent à perte, et le nombre des suicides d'agriculteurs s'accroît. Le système agricole est basé sur une culture intensive gourmande en pesticides, qui a de nombreux impacts sur l'environnement. Des pénuries réapparaissent, comme récemment celle du beurre.

La PAC (Politique Agricole Commune) a été mise en place dès les années 1950, à l'échelle de l'Union Européenne, suite aux pénuries alimentaires. La France ne produisait pas assez pour nourrir sa population. Une politique de modernisation se met en place par l'octroi d'aides. Les risques de surproduction et de baisse des prix sont amortis par l'élaboration d'un système de prix garantis. Les grands céréaliers ont été privilégiés par ce système.

Cette politique est un succès mais des problèmes nouveaux apparaissent, notamment une crise de surproduction générale. Il est alors décidé de réguler davantage (adoption de normes de qualité...). Des poulets sont produits en batterie afin d'absorber les excédents de grains et l'exportation se développe, ce qui entraîne des tensions avec les pays victimes de ces exportations subventionnées. Les politiques de quotas laitiers et de mises en jachères n'empêchent pas les excédents. La contestation menée par les pays en voie de développement aboutit aux accords de Marrakech en 1994. La nouvelle PAC abandonne les subventions à l'exportation au profit de l'incitation à vendre au prix du marché mondial, ce qui entraîne une intensification de la concurrence et une dérive productiviste.

Les accords de libre-échange avec des pays qui ont des exploitations agricoles beaucoup plus grandes et des coûts de production bien plus bas détruisent notre modèle agricole qui ne peut plus être réglementé.

C'est ainsi que l'on aboutit à des aberrations telle que la récente pénurie de beurre. Il a été fait le choix de sélectionner des races de vaches produisant du lait avec peu de matières grasses. Cela a amené des difficultés à produire du beurre en quantité suffisante face à la demande.

Ceci nous éclaire sur la différence entre libéralisme politique et néolibéralisme : le libéralisme politique vise à émanciper les individus alors que le néolibéralisme vise à organiser un marché total. Aujourd'hui les néolibéraux ont l'ambition de programmer nos comportements par un système juridique incitatif en vue d'objectifs de performances : une loi considérée comme efficace est une loi ajustée au néolibéralisme. Les systèmes juridiques sont ainsi mis en concurrence. Le marché total est un système qui nous fait retourner au féodalisme, nous sommes incités à recherche la protection du plus fort, notamment par la voie du communautarisme.

Nous pouvons méditer la leçon toujours actuelle du livre de Karl Polanyi « La grande transformation » écrit en 1944 : le marché soi-disant autorégulateur détruit la société. Dans les

sociétés traditionnelles il n'y avait pas de marché du travail, pas de rapports marchands entre les seigneurs et les fermiers. Dans les villes le travail etait encadré par les corporations, les pauvres étaient secourus. L'organisation du marché du travail au XIXème siècle va entraîner des mesures (suppressions des corporations, suppression de l'assistance aux pauvres, enclosures...) pour pousser les gens à aller travailler à l'usine.

Aujourd'hui il y a une radicalisation du néolibéralisme par l'extension de la concurrence généralisée aux économies de tous les pays du monde.